

Un mois de grèves et de luttes : octobre 2025

Chaque mois, nous vous proposerons une brève présentation des conflits qui se déroulent ou se sont déroulés dans la période en question, en France mais aussi à l'international. Voici octobre 2025.

[Courant de Lutte Transsyndical et Interprofessionnel](#)

Abonné·e de Mediapart

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

Chaque mois, nous vous proposerons une brève présentation des conflits qui se déroulent ou se sont déroulés dans la période en question, en France mais aussi à l'international.

Nous savons parfaitement que la liste qui suit n'est que partielle. Eh oui ! L'information sur les grèves et les luttes n'est pas la mieux partagée par les médias, il faut aller la chercher. Et pourtant, des grèves, il y en a ! En France, et ailleurs dans le monde, y compris dans des pays que les médias mainstream nous présentent comme les modèles à suivre, États-Unis ou Allemagne, car les salarié.e.s y seraient dociles, pas comme les salarié.e.s [français.es](#) "réfractaires"! Si vous avez des informations à nous transmettre à propos de votre grève ou d'une grève dont vous avez connaissance, n'hésitez pas à nous en faire part en nous écrivant à netournonspaslapage@gmail.com

Clôture rédactionnelle de cet article : dimanche 9 novembre 2025

A L'INTERNATIONAL

Belgique

La conflictualité sociale se maintient à un niveau élevé en Belgique. Le 14/10, les trois principales centrales syndicales (FGTB, CSC et CGSLB) mobilisaient autour d'une **manifestation nationale à Bruxelles** contre les coupes brutales du gouvernement « Arizona ». Sur la base d'une réussite le 14/10 (les flics ont décompté 80 000 manifestant.es), les syndicats ont prévu d'autres actions en novembre, notamment trois jours de grève du 24 au 26/11. Mais alors que les cheminot.es n'étaient appelé.es à faire grève que le 24/11, la grève du rail aura finalement lieu sur ces trois journées.

Fin octobre, les syndicats de **Bruxelles Airlines** ont déposé un préavis de grève suite au licenciement de trois hôtesses de l'air qui ont refusé d'embarquer sur un avion, après le signalement de punaises de lit par les nettoyeurs/ses. La direction n'a rien voulu savoir jusqu'ici.

Canada

Un conflit domine le paysage social : celui de la **Société de Transport de Montréal (STM)** (métro et autobus), dont la direction a annoncé, en pleine négociation avec les syndicats, la

suppression de 300 postes de travail, et des dépenses réduites de 56,5 millions de dollars canadiens (environ 35 millions d'euros), dont 70% pour la masse salariale. Vu l'impasse qui se dessinait dans les négociations, deux grèves « chauffaient » pour novembre : celle des employé.es d'entretien, et celle des chauffeurs/ses, qui n'ont jamais fait grève depuis 1987.

Quelques jours plus tard, les agent.es d'entretien sont parti.es pour une grève presque totale (hors heures de pointe) du 31/10 au 28/11. Le syndicat de cette catégorie a déjà mené une grève en juin, mais sur 9 jours (moins en réalité). Cette nouvelle grève pourrait sérieusement bloquer l'activité de Montréal. Au TAT (tribunal administratif du travail) pour les chauffeurs/ses de bus et opérateurs/trices de métro, l'affaire a été jugée. Ils et elles sont appelé.es à débrayer les 1^{er}, 15 et 16 novembre. Le TAT a aussi confirmé la grève des employé.es d'entretien, après accord entre les parties patronale et syndicale sur la définition des services essentiels. Il y aura des débrayages tous les jours de la semaine, et pour les services essentiels sauf aux heures de pointe. Un désaccord subsiste sur la journée d'élection municipale du 02/11, que la direction voulait spécialement aménager, le syndicat traitant cette journée comme les autres.

Une grève à suivre de près en novembre.

Etats-Unis

Boeing

Tout début octobre, on apprend que face à une **grève** qui, dans plusieurs usines militaires (St. Louis et St. Charles – Missouri et Mascoutah – Illinois), **tient bon depuis le 04/08**, les patrons, qui avaient déjà recruté des ouvriers permanents pour remplacer les plus de 3200 grévistes, veulent maintenant étendre les catégories d'emplois concernés et faire appel à des sous-traitants pour briser cette grève qui, rappelons-le, a démarré dans le cadre des négociations d'un accord social pour les années qui viennent.

Le 26/10, au cours d'un vote serré, les adhérents du syndicat des machinistes (IAM) de Boeing ont rejeté l'offre (une proposition d'accord social sur 5 ans) de la direction, pour la quatrième fois depuis fin juillet, car les principales exigences des grévistes n'étaient pas satisfaites. Si la proposition de la direction inclut une hausse de 45% des salaires sur 5 ans, des distributions d'actions, plusieurs primes (qui interpellent les grévistes) et des avancées pour la couverture santé et les cotisations de retraite, elle comprend aussi un gel des rémunérations des travailleurs/ses les plus expérimenté.es et des baisses des primes de présence. Pour une majorité de grévistes, le compte n'y est donc pas.

Grèce

Le gouvernement conservateur veut faire passer une réforme pour que les travailleurs/ses grec.ques bossent jusqu'à 13 heures par jour pour un seul employeur. Le gouvernement justifie son projet en expliquant que ces 13 heures journalières ne pourront être effectuées que 37 jours par ans, qu'elles seront rémunérées en heures supplémentaires – encore heureux ! – et que ce sera sur la base du volontariat – mais le rapport de forces ne permettra pas à beaucoup de salarié.es de refuser. Mais la pilule ne passe pas et **le 14/10, c'était grève générale**.

Iran

Le 25/10, une vague de protestation a conduit à des **grèves et manifestations** impliquant les services publics essentiels, l'agriculture et même l'économie numérique. On a même vu, à Fasa, le personnel médical d'urgence dénoncer ses maigres salaires, de plus versés en retard. A Mashad, les boulanger.es ont protesté contre le fait que les subventions promises par le gouvernement n'étaient pas arrivées. A Ahvaz, les employé.es de la compagnie de distribution d'électricité ont fait grève contre des salaires rongés par l'inflation. La rue combat la corruption du régime qui touche aussi les entreprises. Dans un complexe sucrier, une grève avait démarré 4 jours auparavant pour ce motif. Grève aussi à l'usine pétrochimique d'Illam, ou dans une compagnie minière à Sirjan, vu le non-paiement des primes et des conditions de travail dangereuses.

Ces protestations de la classe ouvrière se déroulent dans un cadre où les classes moyennes manifestent aussi (éleveurs de volaille, consommateurs/trices, automobilistes qui ne peuvent faire réparer leurs véhicules malgré des défauts constatés). Les étudiant.es sont également mobilisé.es : luttes contre la bouffe immangeable, contre le flicage dans les dortoirs...

Italie

Dans la continuité de la journée nationale de grève et de mobilisation du 22/09, qui avait, à l'appel des travailleurs/ses portuaires, des dockers, bien sûr, mais aussi des enseignant.es, des universitaires, des jeunes et des familles, un **vaste meeting** était **appelé par les dockers génois** le 27/09. L'objectif était de bâtir, avec leurs collègues venus de nombreux ports européens et d'Afrique du Nord, une journée de grève générale en Europe et de l'autre côté de la Méditerranée pour lutter contre le génocide commis à Gaza.

L'interception, par l'Etat sioniste, de la flotille Global Sumud, a jeté des milliers de personnes dans la rue, dans plusieurs pays européens (ou au Mexique, notamment) pour la dénoncer. Le jour même, des milliers de manifestant.es défilaient à Milan, à Rome (10 000)... Le lendemain matin (03/10), dans le cadre d'une grève nationale appelée par une intersyndicale (USB-Union syndicale de base, CGIL-Confédération italienne du travail, CUB-Confédération italienne de base et le CALP-Collectif autonome des travailleurs portuaires), 40 000 personnes se sont rassemblées à Gênes, et dans d'autres villes, les défenseurs/ses du peuple palestinien ont protesté, retardant certains trains, en bloquant d'autres. Le 3 octobre a été une journée de grève historique, avec une forte participation des travailleurs/ses aux mobilisations, et une forte adhésion à la grève sur les lieux de travail.

Suède

En Suède, la **grève chez Tesla** entre dans sa 2^e année. Depuis octobre 2023, quelque 70 mécanicien.nes ont entamé une lutte dans dix centres de service, pour exiger la signature d'une convention collective avec leur syndicat IF Metall. Tesla refuse depuis le début et se montre totalement hostile au dialogue. Les salarié.es comprennent bien que ce refus signifie l'arbitraire pour les rémunérations et les conditions de travail, ce qu'ils et elles dénoncent. Cela se passe dans un pays où près de 70% des salarié.es sont syndiqué.es et 90% bénéficient d'un accord collectif, ce qui rend peu fréquent ce genre de conflit.

OUTRE-MER

La Réunion

A la Réunion, la **campagne sucrière** a démarré, mais avec un volume certainement inférieur à 2024. Pour cette raison, l'usine **Tereos** de Bois-Rouge devrait fonctionner 4 jours sur 5, ce qui signifie 300 à 400€ de salaire par mois en moins pour les salarié.es permanent.es et une perte d'allocations chômage pour les ouvrier.es saisonnier.es. D'où une **grève à partir du 22/09** pour le 14^e mois, reconduite le 26/09. Le lundi 29/09, Tereos a fini par proposer des heures supplémentaires jusqu'à la fin de l'opération. Cela a conduit à la levée de la grève et du piquet.

EN FRANCE

Grèves spécifiques

Automobile :

Stellantis

A l'**usine de Rennes**, les conditions de travail des **caristes** s'occupant du tri et du chargement des contenants vides, tâches sous-traitées à GSF, ont pris un sale coup depuis début 2025 (zone de travail trop petite et non protégée, risques d'accidents, etc.), et les CDD se sont aperçus que leur qualification de cariste n'était pas prise en compte pour la paye. Du coup, le 25/09, un débrayage a obligé le DRH et le patron à leur donner des **garanties** d'amélioration.

Le **20/10**, les sites de **Hordain, Poissy et Valenciennes** ont vu la quasi-totalité des 30 chauffeurs de porte-véhicules faire **grève toute la journée**. La direction avait appâté les ouvrier.es en leur promettant monts et merveilles à condition de devenir chauffeurs/ses. Mais les patrons veulent maintenant changer les règles en faisant passer ces travailleurs à une filiale du groupe, et donc, en même temps, de la convention de la métallurgie, à celle des transports, bien plus défavorable. Conséquences : près de 1000€ en moins par mois, explosion du temps de travail. Le 23 a été un succès, vu la coordination sur les 3 sites. Les grévistes ont repris la **grève le 27** et y ont associé d'autres sites : **Sochaux, Mulhouse, Rennes, Caen**. A Mulhouse, la grève a été réussie, et bloquante : un seul camion est sorti le 27 ; et la moitié du site a été mise en chômage technique une semaine. La grève a été reconduite le 28, et le 29, et l'équipe de Mulhouse s'est coordonnée avec celle de Sochaux. Le DRH, hargneux, a prétendu : « Il n'y a pas de raison de faire grève », offrant un choix enthousiasmant : accepter le transfert ou... démissionner (sans indemnité bien sûr !)

Autres métallurgie

Arcelor Mittal

Le 03/10, à l'appel de la CGT et de FO, retraité.es et salarié.es ont **bloqué le site de Basse-Indre (44)**. Un rassemblement de quelque 200 personnes, avec des salarié.es d'usines de la région, ainsi que des Arcelor Mittal de Dunkerque, Mardick, Florange, Montataire, etc. sont venu.es les soutenir face à un plan de suppressions de 74 des 300 postes à Basse-Indre.

Les négociations du PSE d'Arcelor Mittal – qui prévoit plus de 600 suppressions d'emplois dans le pays (malgré les 26 milliards de profit depuis 2021) – ont démarré le 06/10. Le lendemain, **le site de Florange s'est mobilisé**. Tout un service de la boîte, OMP (gestion des commandes), très féminisé, était en grève dès le matin, et d'autres services l'ont rejoint. Face à la misère proposée par le patron (15 000€ d'indemnité de licenciement et 1 100€ par année

d'ancienneté), les grévistes d'OMP exigent au moins 100 000€ d'indemnité de licenciement et 2 000€ par année d'ancienneté.

Chimie, pétrochimie, pharmacie :

Sanofi

Nous avons déjà évoqué la situation de Sanofi à **Maisons-Alfort**. 600 emplois y sont menacés par la vente du site, la direction estimant que le Lovenox, qui y est produit, n'est plus assez rentable. Face à cela, la production est quasi à zéro, et le piquet de grève reste devant le site. Le 17/10, une rencontre militante avait lieu devant le siège de Sanofi, à Gentilly (94).

Autres industries

Owens Illinois

A **Vergèze** (30), le 01/10, les employé.es de la **Verrerie du Languedoc** (propriété d'O-I et qui travaille pour la source Perrier) bloquaient l'entrée du site pour protester contre les conditions de leurs licenciements et peser sur des négociations qui traînent depuis le 12/09. On parle d'une fermeture le 31/10, dans le cadre d'un plan de licenciements de plusieurs centaines de salarié.es en France. A Vergèze, 164 salarié.es et leurs familles se retrouveront sur le carreau si la direction l'emporte. Or celle-ci, le 02/10, a publié un communiqué montrant bien qu'elle ne veut rien entendre.

Arabelle Solutions

Après une grève il y a un an contre l'inégalité des primes de fin d'année, qui avait débouché sur une prime de 1 000€ bruts pour les ouvrier.es et la promesse de renouveler cela chaque année, la direction propose cette année : rien en 2025 mais des primes en 2026, 2027, 2028. Cela a mené à la **grève** le 13/10 et **les travailleurs/ses de l'atelier Alternateurs l'ont poursuivie** les 14, 15 et 16/10, bloquant les véhicules à l'entrée de l'usine et la sortie d'une turbine.

La grève se poursuit et, le 23/10, se durcit : les grévistes exigent maintenant le paiement des jours de grève ; le site est entièrement bloqué, et plus aucun camion n'entre ni ne sort. La direction qui, jusqu'alors, faisait semblant de négocier, va voir les grévistes, et leur propose 800€ pour la prime et un seul jour de grève payé. Proposition rejetée par les grévistes, qui exigent à présent 2 000€ de prime et le paiement de toutes les heures de grève. Le 27/10, le piquet se tient encore malgré les intempéries, mais il y a des assignations en justice.

Finalement, la **CGT signe un accord** avec la direction pour : une prime de 900€ bruts pour les non-cadres, et 500€ bruts pour les cadres ; deux jours et demi de grève sont payés (sur 12) ; la procédure judiciaire contre 8 grévistes est clôturée.

Teisseire

L'usine Teisseire de Crolles (près de Grenoble) devant bientôt **fermer**, avec 205 emplois menacés sur les 300 que compte l'usine, les salarié.es de la boîte se sont mis en **grève le 16/10**. Derrière cela, la stratégie de sous-traitance systématique et la démolition signées

Britvic, groupe qui possédait Teisseire, avant son rachat par Carlsberg. Un piquet s'est mis en place, ainsi qu'une caisse de grève.

Lactalis

A **Saint-Pierre-en-Auge** (14), la **fermeture de l'usine Cibem**, prévue au printemps 2026, accompagnée de procédures de reclassement insatisfaisantes, a poussé les salarié.es à partir en grève le 30/10, bloquant les livraisons de boîtes à camembert.

Transports :

SNCF

Sur les **lignes de Paris-Saint-Lazare**, les privatisations et restructurations en cours poussent la direction à attaquer : plus de flexibilité, augmentation du temps de travail, perte d'éléments de rémunération. Résultat : **appel à la grève** sur toutes les lignes de St Lazare

Au **Technicentre de Metz-Sablou**, les agent.es se sont mis.es en **grève à partir du 20/10**, contre les attaques de la direction : sanctions individuelles pour des écarts de sécurité ; remise en cause de la règle « fini/quitte » permettant de partir un peu plus tôt une fois terminées les opérations de maintenance prévues ; volonté de supprimer des astreintes, obligeant les salarié.es à travailler sur ces horaires ; menaces sur les accords sur les fêtes de fin d'années... La grève pourrait durer, une caisse de grève a été mise en place.

Grenoble

Rien ne va plus chez **M'Tag** (transports de l'agglomération grenobloise) et ses 1400 salarié.es! Toutes les organisations syndicales appelaient à faire **grève le 09/10** pour dénoncer les coupes budgétaires qui, en créant un sous-effectif permanent, en fixant des objectifs impossibles à atteindre et en réduisant les temps de pause, pourrissent encore plus les conditions de travail (augmentant les cas de burn-out et d'accidents du travail), et nuisent à la sécurité des usager.es. Résultat : un taux moyen de participation de 70%, des dépôts fermés. Non seulement les conducteurs/trices, mais aussi les contrôleurs/ses, la maintenance et les cadres ont participé. Malgré les flics, des soutiens sont venu.es sur le piquet de grève.

Lyon

A Lyon, les **salarié.es de TCL** (Transports en commun lyonnais), la **grève** était massive le 08/10, et les grévistes exigeaient 7% d'augmentation. L'excellent rapport de forces n'a pas empêché les syndicats CGT et UNSA de signer un protocole de fin de conflit qui prévoit une hausse de seulement 80€ bruts (60€ nets) de la prime Conducteur, sous condition de présentéisme et de respect des horaires. Un accord qui passe mal auprès des grévistes !

Rouen

A Rouen, la CGT de **Transdev** a déposé un préavis pour un mouvement de **grève les samedis**, à compter du 25/10 et jusqu'au 28/12, pour la prise en compte des temps annexes et la fin de la sous-traitance dans certains services. Le 25/10, le trafic était très ralenti, avec neuf lignes à l'arrêt, et des perturbations plus ou moins fortes sur les autres.

Transports aériens

Après avoir déposé un **préavis de grève** pour les 7, 8 et 9/10, le SNCTA, principal syndicat des contrôleurs/ses aérien.nes (60%), l'a **suspendu suite à une « conciliation »** et des « accords trouvés » avec la DGAC, accords non précisés. Il exigeait le rattrapage des salaires sur l'inflation et une évolution de la gouvernance de la profession.

Ports et Docks

La CGT des dockers les appelait, le 10/10, à **débrayer deux heures pour Gaza**, en solidarité avec la Flotille, attaquée par Israël qui a procédé à des arrestations de ses militant.es.

Énergie

En **grève reconductible depuis le 02/09** pour 10% de hausse salariale et une indexation sur les prix pour toute la branche, ainsi qu'une baisse de la TVA pour la population, de 20% à 5,5%), les énergéticien.nes bloquent des sites stratégiques, une stratégie qui s'est durcie fin septembre, face à une direction qui ne voulait rien savoir, mais a commencé à bouger (avec des négociations ouvertes le 01/10), tout en cherchant à diviser les grévistes, ce qui a échoué.

Services

Informatique

Dans l'entreprise **Luminess** (traitement des données), en **Mayenne**, un mouvement de **grève** a démarré le 23/10, à l'appel de CFTC et de Solidaires Informatique, **contre un PSE** portant sur 39 postes, surtout dans les fonctions « support », répartis sur tous les sites.

Propreté nettoyage

Le 22/09, les travailleurs/ses du nettoyage de la société **Atalian**, en poste au CEA à Saclay (91), se sont mis en **grève illimitée**. 3 semaines après, la direction n'a toujours pas accepté leurs revendications : être payé.es en temps en en heure, respecter les restrictions médicales, et disposer du matériel nécessaire pour pouvoir travailler ! Fin septembre, certains salaires n'étaient pas versés, et des jours de congés n'étaient pas payés. Les grévistes, déterminé.es, sont soutenu.es par la CGT du CEA, qui ont ouvert une caisse de grève.

Logistique

Le 06/10, à **Seingbouse** (57), les salarié.es de **Logifare** (société d'entreposage et stockage non frigorifique et filiale de la multinationale Katoen Natie), ont entamé une **grève reconductible**, avec piquet, contre un plan de licenciements de 80 personnes. La direction refuse de discuter, manœuvre et recourt aux flics. Le 21/10, avec les gendarmes, elle est allée sur le piquet, pour tenter de casser la grève. Leur cagnotte en ligne : <https://www.cotizup.com/soutien-logifare>

Commerce-distribution

Carrefour

A **Rennes**, le 04/10, une cinquantaine de salarié.es de l'hypermarché Carrefour Alma ont **débrayé plusieurs heures**, distribuant des tracts aux client.es (beaucoup les soutenaient). Les conditions de travail empirent, la direction les presse comme des citrons : remise en cause du samedi de repos toutes les 5 semaines et du travail au volontariat les jours fériés; généralisation des pauses en milieu de journée, et donc allongement de la journée de travail ; consultant-mouchard qui épie les salarié.es et crée un climat de peur...

BHV

Débrayage de 3 heures des salarié.es du **BHV à Paris** le 10/10, à l'appel de l'ensemble des syndicats. Après les 300 suppressions d'emplois directs en 2023, voici maintenant que la SGM, qui a repris le fonds de commerce en 2023, amène Shein dans les murs. La grève s'oppose à la mauvaise gestion de la direction et à l'arrivée de Shein, qui pourrait bien couler la boîte ! 150 grévistes se sont rassemblé.es devant le grand magasin.

Santé-social

Social et médico-social

Grève le 09/10 dans la santé et le travail social, à l'appel de la CGT Santé Action Sociale, de la CGT Services publics, de branches de Sud Santé Sociaux et de collectifs de travailleurs. Il s'agit de lutter contre l'austérité budgétaire et pour de meilleures conditions de travail : arrêt des fermetures de lits, revalorisation des salaires, 200 000 embauches dans les hôpitaux et les Ehpad, hausse de 8% de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie. Objectif : réunir devant le ministère à Paris le plus possible de régions pour lutter contre le sentiment d'isolement ; la Bretagne, le Nord, l'Aquitaine ou la Meurthe-et-Moselle y étaient. Mais d'autres régions avaient des rendez-vous locaux : Montpellier, Marseille, Bayonne, Lyon.

Dans les hôpitaux

Angoulême : un comité de soutien s'est mis en place pour **aider les grévistes** de l'hôpital de **Girac** (maternité, néonatalité, pédiatrie), en lutte, depuis fin juin, contre les réorganisations. Son but : faire céder la direction, par des actions et la médiatisation de la grève.

Alençon-Mamers (61) : les syndicats CGT et FO de l'hôpital intercommunal ont lancé un appel à une **grève illimitée** à partir du 23/10, contre la fusion de certains services, la fermeture de lits, la fermeture du standard à Mamers et la refondation du Pôle Femme Mère Enfant.

A **Angers**, l'équipe d'oncologie pédiatrique et la direction du CHU ont signé un accord de **fin de conflit**, après une grève lancée le 10/10 (avec continuité des soins) pour les salaires.

Ehpad

Grève le 20/10 à l'Ehpad Les Charmilles, à Terres-Hautes-Charente (16), contre la suppression d'une prime et les menaces sur l'emploi. Le groupe Colisée, qui possède cet Ehpad, va très mal.

Santé privée

A la **Fondation le Bon Sauveur, à Bégard (22)**, lors d'une négociation sur les salaires, quelque 150 salarié.es ont **débrayé le 25/10**, à l'appel de la CGT et de Sud. Les salaires y sont si minables qu'il est difficile de recruter, ce qui conduit à des fermetures de lits. En conséquence, il y a des changements d'horaires incessants, les remplaçant.es précaires défilent, ce qui épuise les équipes et nuit à la qualité des soins. Et la violence augmente !

A **Nice**, une partie des soignant.es ont fait **grève** et ont pris place devant les locaux le 28/10, au **centre de convalescence La Sérénité**. Les grévistes (une vingtaine d'ASH, aides-soignant.es, infirmier.es, agent.es de service) dénoncent les conditions de travail dégradées : suppression de personnel, salaires très bas, tâches incompatibles avec les contrats de travail, pressions...

Monde associatif

Le **11/10**, avec des **rassemblements partout en France**, les associations de tous secteurs (sport, santé, solidarités, culture, éducation populaire, environnement, accompagnement des plus fragiles) tiraient le signal d'alarme face aux restrictions budgétaires qui les plongent dans une situation financière critique, vu la hausse des coûts, les subventions réduites, et les retards de paiement. Tout cela conduit des associations à diminuer ou supprimer certaines activités, ce qui fragilise voire diminue l'emploi.

A **Rouen**, l'**association Émergences** placée en redressement judiciaire depuis mars, est mal en point. Départs et arrêts de travail non remplacés dégradent encore les conditions de travail. Face au flou et au risque d'un plan social, des salarié.es se sont mis.es en **grève le 25/10**.

Paris 20° : depuis plusieurs mois, les aides à domicile de l'**association Antinéa**, en grève reconductible, luttent pour des conditions de travail dignes et contre une hiérarchie ignoble. Face à cette lutte, la direction se tait et ne paye plus les salaires.

Collectivités territoriales

Toulouse

Le **15/10**, les **bibliothécaires** étaient à **nouveau en grève** contre les coupes budgétaires, pour de meilleures conditions de travail et des embauches conformes aux besoins. La situation produit un sous-effectif chronique, avec hausse des burn-out et arrêts maladie.

Le **25/10**, les **bibliothécaires de la médiathèque José Cabanis** ont à nouveau **débrayé**, fermant 2 heures plus tôt, contre le fort sous-effectif, dû à un an de gel des recrutements par la mairie.

Vénissieux (69)

Là aussi, les **bibliothécaires** se sont mobilisé.es, le 18/10 : **grève largement suivie** et piquet intrusif dans l'inauguration d'un nouvel équipement culturel, pour exiger les embauches nécessaires. La médiathèque centrale a dû fermer.

Mayenne

Grève des pompiers du département du 13 au 17/10, largement suivie, pour exiger une hausse de budget, et mieux répondre aux interventions en hausse. Le conseil départemental va leur voter une **enveloppe additionnelle** de 500 000€ et renforcer leur formation.

Lormont (33)

La **grève des ATSEM** (assistantes maternelles) de cette ville, depuis début septembre (2h tous les jours le midi) est pour continuer à travailler 4 jours. Le maire PS veut les faire bosser le mercredi, en plus des heures supp et veut briser la lutte, en interdisant les grèves de 2 heures.

Autres grèves, dans le secteur privé :

Quick Mérignac

Pour la première fois dans ce resto, une **grève** (avec piquet) a eu lieu, face aux méthodes d'un nouveau franchisé, arrivé le 1^{er} août : non-paiement des heures supp, sous-effectif permanent, management toxique et mesures islamophobes.

Journée du 2 octobre

Après le 10 et le 18/09, qu'allait-il se passer le 02/10 ? La CGT annonçait des taux de grévistes en diminution par rapport au 18/09. Elle recensait 240 actions prévues dans le pays, notamment des rassemblements à des carrefours, mais certaines estimations prévoyaient une baisse de la participation aux manifs par rapport au 18/09, de moindres perturbations dans les transports, notamment à Paris, peu de gêne dans les transports aériens. Tout comme les syndicats de la santé, ceux de l'Éducation voulaient une grève plus forte que le 18/09, mais dans le 1^{er} degré, on annonçait une participation moindre ; et des perturbations étaient à prévoir à La Poste.

Face aux journées d'action isolées et sans lendemain, certains établissements scolaires et des syndicats, certes minoritaires, appelaient à reconduire la grève le 03/10. Dans l'éducation, notons l'intersyndicale éducation de l'Isère, de celle du Val-de-Marne, la CGT Educ'Action 13 et 75, des sections syndicales locales et les travailleurs/ses d'établissement du lycée Voltaire (75) et Balzac, Mitry-Mory (77). Ailleurs, mentionnons l'Isère, où une large intersyndicale insiste sur la nécessité d'un fort rapport de forces avec grève et actions diverses ; et la CGT 13 appelle à faire du 02/10 le point de départ d'une grève massive et reconductible. Des voix se lèvent pour exiger deux choses : des assemblées de grévistes, et des caisses de grève.

Au soir du 02/10, que pouvait-on constater ?

Au niveau des manifs

Le ministère de l'Intérieur annonçait 195 000 manifestant.es dans le pays (contre 505 000 le 18/09) et 24 000 à Paris (contre 55 000 le 18/09). Pour la CGT, il y avait près de 600 000 personnes dans les rues de France le 02/10 contre plus d'un million le 18/09, et 140 000 à Paris (contre 245 000). Les manifs étaient à peu près partout moins nombreuses que le 18, et parfois même que le 10/09. En comparant seulement avec le 18/09, on a compté 12 000 personnes à Lyon (contre 20 000), plus de 10 000 à Marseille (contre 120 000 selon la CGT

13, le 18/09). Le 02/10, on a aussi comptabilisé 10 000 manifestant.es à Rennes, 8 000 à Caen, 7 500 à Nantes, plus de 5 000 à Brest, 5 000 à Lille, 2 500 à Tarbes, 1 200 à Laval, 1 000 à Niort... Il y a aussi eu un recul au niveau des blocages : 50 blocages de lycées selon la police, la moitié de ceux de la journée « Bloquons tout », et peu d'axes routiers ont été perturbés le 02/10.

Au niveau des grèves

Parmi les effets spectaculaires du 02/10, il y a la **fermeture de la Tour Eiffel**, une large majorité des salarié.es s'étant prononcée pour la grève.

Du côté des **enseignant.es**, la **mobilisation était en baisse** par rapport au 18/09. Le SNES-FSU a comptabilisé 27% de grévistes dans les collèges et lycées (malgré une poussée gréviste dans les vies scolaires), contre 45% le 18/09. La baisse est plus nette dans les écoles : 10% (contre 30%).

Dans les **fonctions publiques hospitalière et territoriale**, les ministères annoncent respectivement 3,7% et 2,35% de grévistes, contre 7,5% le 18/09.

Baisse aussi à la SNCF, mais moins brutale : un peu moins de 15% toutes catégories confondues (contre 20% le 18/09). Dans les transports parisiens, seul le RER B a été perturbé.

-